

# REPUBLIQUE DU BURUNDI FORCES NATIONALES DE LIBERATION



**UBUGABO BURIHABWA**

---

## **Déclaration du parti FNL relative à la création de la commission nationale de dialogue.**

1. Il y a quelques semaines, le parti FNL, à travers sa déclaration, déplorait l'existence d'une crise institutionnelle profonde, qui divise le peuple burundais. A cet effet, notre parti préconisait l'ouverture immédiate et sans délai d'un dialogue et/ou de négociations où toutes les forces vives de la nation devraient prendre part et ce, autour d'un médiateur jouissant d'un mandat international. L'objectif étant la mise en place d'une courte transition dont la mission serait de créer et stabiliser une situation propice au retour des réfugiés. Elle se clôturerait par l'organisation de nouvelles élections libres, transparentes, inclusives et crédibles. C'est l'unique voie par laquelle des institutions légitimes et légales seraient investies pour présider aux destinées du Burundi.
2. Nous avons été consternés d'apprendre que M. Nkurunziza s'est permis de signer un décret de création d'une commission nationale de dialogue inter-burundais. Ce décret apporte plus de peur que d'espoir dans les cœurs déjà meurtris par les longs mois de manifestations réprimées dans le sang, l'augmentation inquiétante des enlèvements, tortures, disparitions au quotidien, des cadavres ligotés et abandonnés le long des routes ou jetés dans des rivières, etc. Le gouvernement de Bujumbura espère ainsi réduire au silence toute voix discordante qui dénonce ses dérives et qui refuse sa politique du fait accompli.
3. Nous sommes en droit d'affirmer que les dirigeants actuels ont une mémoire courte car ils auraient pu se référer au passé récent de notre pays. Ils sont entrain de marcher exactement dans les pas d'un ancien régime qui les a précédés de peu, juste avant que le vent de la démocratie ne souffle dans le paysage politique burundais en 1992. En effet, après les massacres connus de Ntega et Marangara en août 1988, l'ex-Président de la République, le major Pierre Buyoya, refusa de négocier la paix directement avec le PALIPEHUTU-FNL, le seul mouvement politico-militaire de l'époque incarnant véritablement l'opposition. Il avait plutôt préféré procéder à la création d'une commission soit disant chargée de résoudre la question de l'unité nationale. Tout le monde en connaît les résultats : elle a conduit le Burundi à plus de divisions qu'à

l'unité. La guerre qui a suivi cette politique de l'autruche nous a laissé des plaies qui peinent à se cicatriser. Et voilà, vingt sept ans plus tard, M. Nkurunziza imite exactement son homonyme en esquivant les vrais problèmes et écartant ses opposants politiques. La commission telle que définie par le décret qui la crée, n'apportera rien de nouveau, si ce n'est d'ajouter de l'amalgame à une situation qui n'en demandait pas plus. Une telle obstination conduira inévitablement à une catastrophe. En nommant une telle commission si légère sans aucune concertation, le pouvoir de Bujumbura vient de dépasser les limites du tolérable et fait fi de la mémoire vigilante du peuple burundais.

4. Convaincu fermement que le Burundi appartient à tous ses fils et filles sans exclusive, le parti FNL préconise un dialogue national substantiel, qui rassemble tous les protagonistes du conflit en cours. Le nœud du conflit actuel étant bien identifié, une médiation internationale qui rassemblerait autour d'une table de dialogue tous les différents partis et acteurs politiques tant de l'intérieur que de l'extérieur du pays n'aura pas de peine à trouver des solutions adéquates au conflit. Toute autre voie serait vouée à l'échec! Nous ne voulons pas une commission monocolor, sortie de la simple imagination d'un homme et du CNDD-FDD. Ce serait tout simplement une perte de temps, car le résultat ne serait pas à la hauteur de la problématique actuelle.
5. Face à la situation socio-politique actuelle, il serait suicidaire d'ignorer les vrais challengers et espérer trouver une solution viable. Nous sollicitons le concours de tous les amis et partenaires du Burundi à savoir l'ONU, l'UE, l'EU, l'UA, l'EAC et les invitons à se concerter sans délai afin de bien harmoniser leurs positions sur la question burundaise. C'est tout un peuple qui est en danger si rien n'est fait dans l'immédiat. Nous pensons que la nomination d'un médiateur s'impose sans tarder, qui viendrait avec un agenda clair, pour aider les Burundais à se réconcilier avec eux-mêmes !
6. Pour le FNL, tous les Burundais doivent unir leurs forces pour éviter à notre pays une nouvelle guerre. Nous appelons M. Nkurunziza à plus de réalisme et à privilégier l'intérêt national, au lieu de s'obstiner à rêver l'impossible et l'inacceptable au 21<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, nul n'est besoin de lui rappeler qu'il ne jouit d'aucune légalité constitutionnelle pour prétendre pouvoir juger ou exclure les autres citoyens. Le parti FNL réitère encore une fois son attachement au dialogue pour résoudre tout conflit politique et s'inscrit encore maintenant dans cette logique. Nous restons convaincus que c'est l'unique solution à la crise actuelle, susceptible de ramener la paix et la confiance, perdues depuis le 26 avril 2015.

Fait à Bujumbura, le 02 octobre 2015

Pour le parti FNL  
Aimé MAGERA, porte parole